

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Carinne Lenoir, Cécile Henrard, *Conseillers communaux*.

Séance du 28.09.23

#Objet : Octroi d'éco-chèques électroniques pour un montant maximum de 170,61 € au personnel du secteur de l'enfance, pour l'année de référence 2022. - Subvention exceptionnelle de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) #

Séance publique

Rémunérations

Le Conseil,

Vu l'accord conclu dans le secteur non-marchand entre le Gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles et les partenaires sociaux pour l'année 2022 ;

Vu la circulaire de Madame Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de Monsieur Bernard Clerfayt, Ministre des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que faisant suite aux discussions menées avec les partenaires sociaux relativement à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des secteurs non marchands, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a décidé d'accorder une subvention exceptionnelle aux pouvoirs locaux organisant un service relevant du secteur de l'enfance subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
Considérant que cette subvention couvre le coût de l'octroi d'éco-chèques ainsi que le coût de gestion y afférent ;

Considérant que seuls les équivalents temps plein psycho médico sociaux et puériculteurs/trices ont servi de base au calcul de la subvention exceptionnelle ;

Considérant qu'il n'a pas été tenu compte des directions des crèches et des ETP logistique ;

Considérant que l'ONE autorise la distribution d'éco-chèques à d'autres catégories de personnel des crèches que ceux qui ont servi de base au calcul de la subvention ;

Considérant que dans un souci d'équité, il y a lieu d'utiliser la subvention reçue pour distribuer des éco-chèques à l'ensemble du personnel des crèches, que celui-ci soit subventionné ou non par l'ONE ;

Considérant qu'il y a donc lieu de partager la subvention entre tous les membres du personnel des crèches et de ramener la valeur faciale de chaque chèque de 200 € à maximum 170,61 € pour un membre du personnel ayant travaillé à temps plein durant toute l'année 2022 ;

Considérant que la valeur de l'éco-chèque de chaque travailleur doit être fixée en fonction de la règle du « prorata temporis », c'est-à-dire que la valeur doit être déterminée en proportion de la période prestée ;

Considérant que les jours habituels d'inactivité, les congés de maternité et les périodes d'incapacité de travail doivent être assimilées à des périodes de travail ;

Considérant qu'en ce qui concerne le secteur public, chaque commune doit obtenir une décision formelle de

l'instance compétente (Conseil Communal, organe de gestion) afin que les éco-chèques soient exemptés de cotisations de sécurité sociale ;

Considérant qu'il existe déjà un contrat en cours avec l'entreprise Edenred et qu'il n'y a donc pas lieu de procéder à un nouveau marché public;

Vu les instructions administratives 2023/2 de l'ONSS ;

Vu le protocole d'accord 2023/012 signé par le comité de négociation du 29 juin 2023;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide :

D'approuver le règlement suivant :

Octroi d'éco-chèques électroniques, pour un montant maximum de 170,61 €, au personnel des services d'accueil de la petite enfance, pour l'année de référence 2022.

Article 1^{er} : Personnel visé

- Tous les agents définitifs, contractuels et contractuels subventionnés (personnel de direction, personnel administratif, personnel médico-social, personnel pédagogique, personnel d'encadrement, personnel logistique...) des crèches.
- Le personnel crèches à charge des subventions visées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s.

Article 2 : Conditions d'octroi et cadre légal

Les modalités d'octroi et d'utilisation d'un éco-chèque sont les suivantes (CTT n°98 du Conseil National du Travail du 20 février 2009, tel que modifié) :

- Destiné à l'achat de produits et services à caractère écologique ;
- Fixe la liste des produits et services concernés (produits et services écologiques ; mobilité et loisirs durables, réutilisation, recyclage et prévention des déchets, circuit court (Produits agricoles et horticoles, vendus en circuit court par des titulaires de la licence « Recht van bij de boer » et « En direct de la ferme » et abonnements et affiliations à un potager collectif) ;
- Le nombre d'éco-chèques est calculé sur base de la période d'occupation pendant l'année civile concernée (prise en compte des jours habituels d'inactivité comme les jours fériés ou les week-ends entre deux contrats de travail ; prise en compte des jours d'incapacités couverts par un salaire garanti, les congés de circonstances, jours pour lesquels le travailleur a perçu une rémunération) ;
- Les jours de congé de maternité et les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la CTT n°12 ou n°13 (maladies, accident, accident du travail, maladies professionnelles) sont assimilés à des jours prestés ;
- Si le montant de l'éco-chèque est inférieur à 10 euros, ce montant peut être octroyé sous forme d'éco-chèque ou ajouté à la rémunération, majoré de 50%.

Article 4 : Exonération des cotisations sociales et d'impôt

Les éco-chèques représentent un avantage exonéré de cotisations sociales et d'impôt si les conditions suivantes sont respectées (article 19 quater de l'arrêté royal du 28 novembre 2009 pris en application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs)

- Les éco-chèques sont octroyés sous forme électronique. Ils seront ajoutés à la carte chèques-repas.
- Les éco-chèques électroniques sont réputés avoir été octroyés au travailleur au moment où le compte éco-chèque de celui-ci est crédité.

Le compte éco-chèque est une banque de données dans laquelle un certain nombre d'éco-chèques électroniques pour un travailleur sont enregistrés et gérés par un éditeur d'éco-chèques.

- La valeur nominale maximum de l'éco-chèque est fixée à 10,00 € par éco-chèque.

- Les éco-chèques seront octroyés dans le courant de l'année 2023 aux membres du personnel travaillant dans les crèches communales durant toute ou partie de la période de référence allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.
- Les éco-chèques sont délivrés au nom du travailleur. Cette condition est réputée remplie si l'octroi et les données y relatives (nombre d'éco-chèques, montant de l'éco-chèque) sont mentionnés au compte individuel du travailleur, conformément à la réglementation relative à la tenue des documents sociaux.
- La validité des éco-chèques électroniques est limitée à 24 mois à compter du moment où l'éco-chèque électronique est placé sur le compte éco-chèque.

L'arrêté royal du 22 novembre 2022 prévoit, à partir du 1^{er} décembre 2022, une procédure de réactivation. Dans les 3 mois suivant leur date d'échéance, les éco-chèques périmés peuvent faire l'objet de la part du travailleur d'une demande de réactivation unique auprès de l'éditeur des éco-chèques. La première demande de réactivation formulée par le travailleur est gratuite indépendamment du nombre d'éco-chèques pour lesquels l'activation est demandée. Les éventuelles demandes de réactivation suivantes peuvent, quel que soit le nombre d'éco-chèques concernés par la demande, être soumises au paiement d'un coût maximal de 5 € à charge du travailleur sauf si le travailleur peut démontrer une force majeure. Les éco-chèques réactivés ont une durée de validité de 3 mois.

- Les éco-chèques électroniques ne peuvent être utilisés que pour l'achat de produits et services à caractère écologique repris dans la liste annexée à la convention collective de travail n°98.
- Les éco-chèques ne peuvent être échangés partiellement ou totalement en espèces.
- Le montant total des éco-chèques octroyés par l'Administration ne peut dépasser 250,00€ par travailleur et par année civile.
- Le nombre total des éco-chèques et leur montant brut sont mentionnés au compte individuel du travailleur, tel que visé à l'article 15, alinéa 1, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération.
- Avant l'utilisation des éco-chèques électroniques, le travailleur doit pouvoir vérifier le solde et la durée de validité des éco-chèques octroyés qui n'ont pas encore été utilisés.
- Les éco-chèques sous forme électronique ne peuvent être mis à disposition que par un éditeur agréé conjointement par le Ministre compétent pour les affaires sociales, le Ministre compétent pour l'emploi, le Ministre compétent pour les indépendants et le Ministre compétent pour les affaires économiques.
- L'utilisation des éco-chèques électroniques ne peut entraîner de frais pour le travailleur.
- En cas de perte ou de vol de la carte chèques repas/éco-chèques l'agent est tenu d'en informer la société émettrice et/ou CARDSTOP (070 344 344) dans les plus brefs délais.

Toutes les transactions exécutées avant la déclaration de perte ou de vol sont irrévocables, sans possibilité de recours de l'agent contre l'Administration ou la société débitrice des chèques.

Après la déclaration de perte ou de vol, la société de délivrance des chèques-repas/éco-chèques émettra une nouvelle carte pour l'agent. Celle-ci sera payée par l'agent, hormis en cas de vol.

Dans tous les cas, le coût du support de remplacement ne peut être supérieur à la valeur nominale d'un titre-repas si l'employeur octroie aussi bien des titres-repas que des éco-chèques électroniques.

Article 5 : Subvention

L'ONE octroie aux pouvoirs organisateurs une subvention exceptionnelle. La subvention équivaut à un montant de 200€ par ETP (équivalent temps plein) occupé durant l'année 2022, majoré de 2% afin de couvrir les frais de gestion.

Le montant de la subvention est calculé sur la base des données intégrées au cadastre de l'emploi réalisé par l'ONE (« Mon Equipe »).

Les données sont arrêtées à la date du 31 octobre 2021 et actualisée manuellement par l'ONE sur la base des nouveaux emplois créés jusqu'à novembre 2022.

Les montants promérités via l'augmentation du coefficient multiplicateur (courrier ONE du 25 juillet 2021)

peuvent être cumulés à ce subside exceptionnel pour financer l'avantage.

Si le montant de la subvention versée par l'ONE est inférieur au montant afférent à cette mesure, le delta devra être financé par le milieu d'accueil ;

Si le montant de la subvention versée par l'ONE est supérieur au montant afférent à cette mesure, tel que constaté lors d'un contrôle ordinaire du Service Inspection Comptable, il sera demandé au pouvoir organisateur de rembourser l'équivalent du montant trop perçu.

Seuls les équivalents temps plein psycho médico sociaux et puériculteurs/trices ont servi de base au calcul de la subvention exceptionnelle.

Il n'a pas été tenu compte des directions des crèches et des ETP logistique.

Néanmoins, dans un souci d'équité, la subvention reçue sera utilisée pour distribuer des éco-chèques à l'ensemble du personnel des crèches, que celui-ci soit subventionné ou non par l'ONE ;

La subvention est partagée entre tous les membres du personnel des crèches.

La valeur faciale de chaque chèque sera alors ramenée de 200 € à 170,61 € pour un membre du personnel ayant travaillé à temps plein durant toute l'année 2022 ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux ainsi qu'à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 septembre 2023

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Philippe Jacques

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Carinne Lenoir, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 28.09.23

#Onderwerp : Toekenning van elektronische ecocheques, voor een maximumbedrag van 170,61 €, aan het personeel uit de kindersector, voor het referentiejaar 2022. Buitengewone subsidie van het “Office de la Naissance et de l’Enfance (ONE)” #

Openbare zitting

Bezoldigingen

De Raad,

Gezien de overeenkomst tussen de regering van de Federatie Wallonië-Brussel en de sociale partners voor 2022 in de non-profitsector;

Gezien de omzendbrief van Mevrouw Bénédicte Linard, Minister van Kind van de Federatie Wallonië-Brussel en de Heer Bernard Clerfayt, Minister van lokale autoriteiten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat na besprekingen met de sociale partners over de verbetering van de arbeidsomstandigheden voor werknemers in de non-profitsector, de regering van de Federatie Wallonië-Brussel heeft besloten een uitzonderlijke subsidie te verlenen aan lokale autoriteiten die een dienst in de kindersector organiseren die wordt gesubsidieerd door de Federatie Wallonië-Brussel;

Overwegende dat deze subsidie de kosten van het uitgeven van ecocheques en de bijhorende beheerkosten dekt;

Aangezien dat alleen de voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociale en kinderverzorging als basis voor de berekening van de uitzonderlijke toelage werden gebruikt;

Aangezien dat geen rekening is gehouden met het leidinggevend personeel van de kinderkribben en de logistieke VTE's;

Overwegende dat ONE de verdeling van ecocheques over andere categorieën kinderdagverblijven toestaat dan die waarop de subsidie is berekend;

In het belang van de eerlijkheid moet de ontvangen subsidie worden gebruikt om ecocheques uit te delen aan alle kinderdagverblijven, ongeacht of ze al dan niet door de ONE worden gesubsidieerd;

Overwegende dat het daarom logisch is de subsidie te verdelen onder alle personeelsleden van kinderkribben en de nominale waarde van elke cheque te verlagen van 200 € naar maximaal 170,61 € voor een werknemer die gedurende 2022 fulltime heeft gewerkt;

Overwegende dat de waarde van de ecocheque van elke werknemer moet worden vastgesteld volgens de regel “prorata temporis”, d.w.z. dat de waarde moet worden bepaald in verhouding tot de gewerkte periode;

Overwegende dat de gebruikelijke dagen van inactiviteit, zwangerschapsverlof en perioden van

arbeidsongeschiktheid als perioden van arbeid moeten worden beschouwd;

Overwegende dat wat de openbare sector betreft elke gemeente een beslissing moet krijgen van het bevoegde orgaan (gemeenteraad, beheersorgaan) opdat de ecocheques vrijgesteld zouden zijn van sociale bijdragen;

Overwegende dat er reeds een contract met de onderneming Edenred bestaat en dat er dus geen reden is om over te gaan tot een nieuwe overheidsopdracht;

Gelet op de administratieve onderrichtingen 2023/2 van de RSZ;

Gelet op het protokolakkoord 2023/012 ondertekend door de overlegcomite van 29 juni 2023;

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

De onderstaande verordening goed te keuren:

Toekenning van elektronische ecocheques, voor een maximumbedrag van 170,61 €, aan het personeel van de kinderopvangcentra, voor het referentiejaar 2022.

Artikel 1: Betrokken personeel

Alle vast benoemde, contractuele en gesubsidieerde contractuelen personeelsleden (leidinggevend personeel, administratief personeel, medisch-sociaal personeel, pedagogisch personeel, beheerspersoneel, logistiek personeel...) van kinderdagverblijven.

Het personeel van kinderdagverblijven die ten laste is van de subsidies die onder het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaallhouders.

Artikel 2: Toekenningvoorwaarden en wettelijk kader

De modaliteiten van de toekenning van het gebruik van een ecocheque zijn de volgende (CAO n 98 van de Nationale Arbeidsraad van 20 februari 2009, zoals gewijzigd):

- Bestemd zijn voor de aankoop van milieuvriendelijke producten en diensten;
- De lijst van de betrokken producten en diensten (milieuvriendelijke producten en diensten; duurzame mobiliteit en vrijetijdsbesteding, hergebruik of recycling en afvalpreventie, korte keten (Land en tuinbouwproducten die in de korte keten worden verkocht door houders van de licenties “Recht van bij de boer” en “En direct de la ferme” en abonnementen en aansluitingen voor volkstuinen);
- Het aantal ecocheques wordt berekend op basis van de periode van tewerkstelling tijdens het betrokken kalenderjaar (rekening houden met de gewone inactiviteitsdagen zoals feestdagen of weekends tussen twee arbeidsovereenkomsten; in aanmerking nemen van de dagen van ongeschiktheid gedekt door een gewaarborgd loon, het omstandigheidsverlof, dagen waarvoor de werknemer loon heeft ontvangen);
- De dagen bevallingsverlof en de dagen arbeidsongeschiktheid gedekt door een vergoeding toegekend in de toepassing van de CAO nr. 12 of 13 (ziekten, ongeval, arbeidsongeval, beroepsziekten) worden gelijkgesteld met gepresteerde dagen;
- Indien het bedrag van de ecocheque lager is dan 10€, kan dit bedrag worden toegekend in de vorm van een ecocheque of toegevoegd aan de bezoldiging verhoogd met 50%.

Artikel 4: Vrijstelling van sociale zekerheidsbijdragen en belastingen

De ecocheques vormen een voordeel vrijgesteld van sociale zekerheidsbijdragen en belastingen indien aan de volgende voorwaarden is voldaan (Art.19 quater van het Koninklijk Besluit van 28 november 2009 genomen in uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van het besluit van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid van werknemers)

- De ecocheques worden in elektronische vorm toegekend. Zij worden aan de kaart van de maaltijdcheques toegevoegd.
- De elektronische ecocheques worden geacht te zijn toegekend aan de werknemer op het moment waarop dienst ecocheque-rekening wordt gecrediteerd.

De ecocheque-rekening is een databank waarop een aantal elektronische ecocheques worden opgeslagen en wordt beheerd door een erkende uitgever van ecocheques.

- De maximale nominale waarde van de ecocheque wordt vastgesteld op 10,00€ per ecocheque.
- De ecocheques zullen in de loop van het jaar 2023 worden toegekend aan de personeelsleden die in kinderdagverblijven hebben gewerkt gedurende de gehele of een deel van de referentieperiode gaande van 1 januari tot 31 december 2022.
- De ecocheques zijn op naam van de werknemer afgeleverd. Deze voorwaarde is vervuld, indien de toekenning ervan en de gegevens die er betrekking optellen (aantal ecocheques, brutobedrag van de ecocheques) voorkomen op de individuele rekening van de werknemer, overeenkomstig de reglementering betreffende het bijhouden van de sociale documenten.
- De geldigheidsduur van de elektronische ecocheques is beperkt tot 24 maanden te rekenen vanaf het ogenblik dat de elektronische ecocheque op de ecocheque-rekening wordt geplaatst.

Het koninklijk besluit van 22 november 2022 voorziet vanaf 1 december 2022 in een reactiveringsprocedure. Binnen de 3 maanden na de vervaldatum van de ecocheques, kan de werknemer echter bij de uitgever van de ecocheques een eenmalige aanvraag doen tot reactivering. De eerste reactiveringsaanvraag van de werknemers is gratis ongeacht het aantal ecocheques waarvoor de activering wordt gevraagd. Eventuele latere aanvragen om reactivering kunnen worden onderworpen, ongeacht het aantal ecocheques waarop de aanvraag betrekking heeft, aan de betaling van een maximumbedrag van 5 euro ten laste van de werknemer tenzij de werknemer overmacht kan aantonen. Gereactiveerde ecocheques hebben een geldigheidsduur van drie maanden.

- De elektronische ecocheques mogen uitsluitend gebruikt worden voor de aankoop van producten en diensten met een ecologisch karakter die opgenomen zijn in de bijlage van de CAO nr. 98.
- De ecocheques kunnen geheel noch gedeeltelijk voor geld omgeruild worden.
- Het totale bedrag van de ecocheques die het Bestuur toekent, mag niet groter zijn dan 250,00€ per Kalenderjaar en per werknemer.
- Het aantal ecocheques en het brutobedrag ervan worden vermeld op de afrekening, bedoeld in artikel 15, eerste lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.
- Vóór het gebruik van de elektronische ecocheques kan de werknemer het saldo en de geldigheidsduur nagaan van de toegekende ecocheques die nog niet werden gebruikt.
- De ecocheques in een elektronische vorm kunnen enkel ter beschikking worden gesteld door een uitgever gezamenlijk erkend door de Minister bevoegd voor Sociale zaken, de Minister bevoegd voor Werk, de Minister bevoegd voor Zelfstandigen en de Minister bevoegd voor Economische zaken.
- Het gebruik van de elektronische ecocheques mag geen kosten voor de werknemer teweegbrengen.
- In geval van verlies of diefstal van zijn maaltijdcheques/ecocheques, moet de agent binnen de kortste termijn de afgifte firma en/of CARDSTOP (070 344 344) verwittigen.

Al de uitgevoerde transacties voor de aangifte van verlies of diefstal zijn onherroepbaar, zonder beroepsmogelijkheid van de agent tegen het Bestuur of de firma die de cheques aflevert.

Na de verklaring van verlies of diefstal zal de firma een nieuwe kaart voor de agent afleveren. Deze zal door de agent, behalve in geval van diefstal, betaald worden.

In ieder geval kan de kost van de vervangende drager de nominale waarde van één maaltijdcheque niet overschrijden indien de werkgever zowel elektronische maaltijdcheques als elektronische ecocheques toekent.

Artikel 5: Subsidie

De ONE kent aan de inrichtende machten een buitengewone subsidie toe. De subsidie komt overeen met een bedrag van 200€ per VTE (voltijdsequivalent) tewerkgesteld in het jaar 2022, vermeerderd met 2% om de beheerkosten te dekken.

Het bedrag van de subsidie wordt berekend op basis van de gegevens die zijn opgenomen in het

personeelskadaster van ONE (“Mijn Team”).

De gegevens worden gestopt op 31 oktober 2021 en handmatig bijgewerkt door ONE op basis van nieuwe banen tot november 2022.

De bedragen die zijn beloofd via de verhoging van de multiplicator coëfficiënt (Brief van ONE van 26 juli 2021) kunnen worden gecumuleerd met deze uitzonderlijke subsidie om het voordeel te financieren.

Als het bedrag van de door de ONE betaalde subsidie lager is dan het bedrag dat aan deze maatregel is gerelateerd, moet de delta worden gefinancierd door de kinderopvang;

Als het bedrag van de door de ONE betaalde subsidie hoger is dan het bedrag dat betrekking heeft op deze maatregel, zoals vastgesteld tijdens een gewone controle van de boekhouding controledienst, zal de inrichtende macht worden verzocht het equivalent van het te veel betaalde bedrag terug te betalen.

Alleen psychomedisch-sociale en kinderverzorgsters voltijdse equivalenten werden gebruikt als basis voor de berekening van de buitengewone subsidie.

Er is geen rekening gehouden met VTE’S directie van kinderdagverblijven en VTE’S logistiek.

Omwille van billijkheidsredenen zal de ontvangen subsidie echter worden gebruikt om ecocheques uit te delen aan alle medewerkers van de kinderdagverblijven, ongeacht of zij al dan niet door ONE worden gesubsidieerd;

De subsidie wordt verdeeld over alle personeelsleden van kinderdagverblijven.

De nominale waarde van elke cheque wordt dan verlaagd van 200 € tot 170,61 € voor een personeelslid dat gedurende het hele jaar 2022 voltijds heeft gewerkt.

De waarde van de ecocheque wordt bepaald volgens de regel “prorata temporis”. Het bedrag van de ecocheque van de werknemer hangt af van de periodes waarin hij of zij in de gemeenlijk kinderdagverblijven heeft gewerkt.

Normale dagen van inactiviteit, zwangerschapsverlof en periodes van arbeidsongeschiktheid moeten echter als periodes van arbeid worden beschouwd.

Onderhavige beraadslaging zal in dubbel overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en aan de “Office de la Naissance et de l’Enfance”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT Oudergem, 29 september 2023

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Philippe Jacques

Sophie de Vos